



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 13 janvier 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Le certificat de moralité (aussi appelé "certificat de bonne vie et de mœurs") est un certificat qui est à demander auprès du bureau de la population de la commune de résidence. Sur le site *guichet.lu* il est précisé que le certificat de moralité atteste une garantie de moralité requise notamment pour être admis en tant que fonctionnaire auprès de l'Etat, mais aussi dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médicosociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Dans son avis sur la réforme du casier judiciaire du 8 mars 2013, la Ligue des droits de l'Homme constate que « *ce « certificat de moralité » ne repose sur aucune base légale du Grand-Duché, et que si une multitude de règlements en prévoient la présentation, il n'existe aucune disposition légale précisant les modalités d'établissement de ce certificat, délivré pour ainsi dire « à la tête du client » !* ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes :

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe aucune base légale pour le certificat de moralité ?
2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un « certificat de moralité » dépasse les compétences d'une commune et que son émission est superflue par rapport à la délivrance d'un extrait du casier judiciaire ?
3. Monsieur le Ministre entend-il prendre d'autres mesures pour clarifier l'objet et les modalités d'établissement d'un tel certificat dès lors qu'il n'est pas requis dans le cadre de l'accès à une profession réglementée, voire l'abolir ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Georges Engel  
Député

**Réponse de Monsieur Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, à la question parlementaire n° 58 de Monsieur le Député Georges Engel concernant le certificat de moralité**

La question de l'honorable Député a pour objet le certificat de moralité délivré par les administrations communales sur demande des personnes résidant sur le territoire de la commune.

- L'honorable Député souligne à juste titre que la législation ne définit pas le contenu du certificat de moralité tout en relevant que ce certificat peut être exigé par certains textes réglementaires.

Ce certificat, qui mentionne les nom, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que l'adresse et la nationalité, est établi à partir des registres de la population et au vu d'un extrait du casier judiciaire de la personne concernée. Dans ce sens, il est conforme à l'article 76-2° de la loi communale qui prévoit la délivrance de « certificats établis en tout ou en partie d'après les registres de la population ».

- La délivrance de ce certificat par les administrations communales correspond à une pratique administrative ancienne ayant pour objet de certifier des données figurant sur un extrait du casier judiciaire. Cette pratique n'est plus justifiée à l'heure actuelle alors qu'il y a double emploi avec la délivrance d'un extrait du casier judiciaire.

- J'estime dès lors que la délivrance d'un certificat de moralité par les administrations communales doit être abandonnée à court terme. Le Gouvernement va d'abord procéder à l'étude de la réglementation exigeant un certificat de moralité, réglementation qu'il convient le cas échéant de modifier, et informer ensuite les administrations communales sur l'abandon de la délivrance de ce certificat.